

Choses d'Europe

En Angleterre

Peu de choses ou plutôt à peu près rien de ce côté, cette semaine.

Les concessions que doivent comporter les amendements de la clause 4 du bill d'Education sont favorables à l'enseignement religieux. Elles sont la meilleure preuve de l'esprit de tolérance qui règne en Angleterre et révèlent un désir sincère et rempli de sagesse d'éviter le surchauffage des passions religieuses.

Tout le monde tombera d'accord, en fin de compte, et aura voulu, par des concessions réciproques, éviter une agitation dangereuse, de fait la plus dangereuse des agitations dès qu'elle touche aux sentiments religieux de la conscience chrétienne.

* * *

Parlant du débat, à la chambre française, sur les théories collectivistes, le correspondant londonien de "l'Evening Post" de New-York, rend un hommage considérable à l'élégance et à la tenue des orateurs en cette circonstance.

"Tout le débat, dit-il, compris la brillante critique de Deschanel, des théories socialistes, a révélé une splendeur intellectuelle éblouissante, telle qu'elle ne serait pas possible dans aucun parlement du monde".

* * *

Le comportement des deux "dames" qui ont été condamnées à la prison avec ceux de leurs partisans féministes qui ont fait le siège de la maison de M. Asquith, membre du cabinet anglais, a fait le plus grand tort à la cause du suffrage féminin. Il y a quelques mois, un plébiscite sur cette question aurait pu donner un résultat indécis, aujourd'hui on ne doute pas que le sentiment général rejeterait avec moquerie toute proposition d'accorder le droit de vote aux femmes.

La vieille Albion n'a pas objection aux réformes les plus osées, mais il faut qu'on les lui présente d'une façon respectueuse et non en gaminant comme l'ont fait les deux chefs des féministes.

La réforme par les vociférations de la rue n'est pas encore près de voir arriver son règne dans le Royaume-Uni.

En France

La 3^{ème} République se souvient : c'est déjà quelque chose que de se souvenir : les dynasties et aussi les partis politiques jadis puissants, qui vont s'éteignant, ne savent pas se souvenir. Donc la 3^{ème} République se rappelle la seconde République, celle de 48, brisée, anéantie par le socialisme à la Fourrier et plutôt que de se voir brisée elle préfère briser le socialisme.

C'est M. Clémenceau, homme de décision, qui est en train d'accomplir cette tâche en y mettant certains ménagements à l'intention de son vieil ami Jaurès.

Les détails de son discours contre ce dernier nous arrivent par bribes et, ma foi, ils sont très piquants. La première Révolution, la Grande, qui a laissé aux Nouveaux Français moins de liberté que n'en avaient les Anciens, a, sur ses derniers moments, et avant qu'elle n'expirât sous la botte d'un soldat parvenu, dévoré ses enfants.

La 3^{ème} République va nous donner le même spectacle, étant elle-même fille de la Révolution. Il n'y a plus de parti conservateur soi-disant, plus de royalistes, d'impérialistes organisés pour la bataille; les groupes d'opposition n'ont rien de mieux à faire que de se croiser les bras et de regarder faire. L'ennemi n'est plus de ce côté, mais du côté des extrêmes gauches qui en sont rendues à vouloir faire passer dans l'application les théories chimériques qu'elles se contentaient de lancer aux quatre coins de la France, dans un milieu de badauds, de fainéants ou d'arrivistes bien fait pour les répandre.

Maintenant que les collectivistes ont gagné à la Chambre, mais surtout dans le pays, une importance qui ouvre les yeux aux plus avancés des républicains et que ceux-ci voient le terrain leur glisser rapidement sous les pieds, il est temps d'arrêter cette contre-révolution autrement dangereuse que celle de la prétraille et des couvents.

De là le discours de Clémenceau, article principal du programme ministériel; de là la guerre déclarée aux Guesdés et aux Jaurès, de là ce spectacle réjouissant de républicains éprouvés s'entremanquant, se dévorant comme ils auraient fait de simples réactionnaires sans résistance.

L'exposition des doctrines socialistes par Jaurès et la réponse de Clémenceau, sont venues à la suite d'une interpellation sur la politique générale du gouvernement.

M. Jaurès, dans d'interminables périodes, aussi vides que ronflantes et gonflées, a ressassé tout le répertoire de lieux communs découverts et explorés dans tous les sens par le brave homme — fort simple et fort convaincu d'ailleurs — qu'était Fourrier, par Cobat, Considérant et surtout Karl Marx.

La doctrine socialiste n'est pas nouvelle, on pourrait la faire remonter, en y mettant un peu de bon vouloir à Cain tuant Abel dont il convoitait les troupeaux. Elle consiste à détruire la propriété privée et à la remplacer par la propriété sociale, et à abolir l'échange des biens pour empêcher la constitution des fortunes individuelles.

Nous l'avons vu, dans notre dernière chronique, Jaurès a remis à plus tard l'exposition complète de ses idées, jusqu'au moment où il pourra leur trouver une formule légale qu'il présentera à la Chambre sous la forme d'un bill ou projet de loi. Quand cette belle pomme d'or, attendue par deux classes, les badauds surchauffés par l'action des comités, et les arrivistes de toutes sortes, aura été jetée dans ce jardin des Hespérides d'un nouveau genre, il y aura en vérité, de beaux jours pour la France qui travaille et pour ses gouvernants qui bavardent et n'ont, déjà que trop, joué avec la torche du socialisme.

Le vide du discours de Jaurès demandant l'expropriation et proposant en même temps d'indemniser les expropriés, a donné beau jeu à l'éloquence de M. Clémenceau. C'est aux applaudissements de toute la Chambre — excepté les 61 socialistes-collectivistes — qu'il creva, une à autre, toutes les bulles de savon soufflées par Jaurès.

Si le ridicule tue, comme on a coutume de le dire en France, Jaurès ne devrait pas survivre à cette exécution.

Comme manière de consolation au pauvre Jaurès vendu par ses frères, M. Clémenceau s'est déclaré favorable à la nationalisation des grands services publics. C'est déjà quelque chose du programme collectiviste mais de cela même la Chambre ne veut pas, car elle sait ce que coûte, pour des services exécrationnels, l'administration par l'Etat de certains chemins de fer, du téléphone et du télégraphe.

Cette concession de M. Clémenceau est condamnée par de ses meilleurs amis. La France n'a pas les moyens de se payer de nouvelles expériences collectivistes aux dépens de son budget qui s'abat sous un déficit permanent et régulier de 30 à 40 millions de dollars.

* * *

La Cour de Cassation est à étudier le rapport volumineux et qui épuise la question, du conseiller Moras, sur l'appel de Dreyfus pour obtenir une seconde révision de son procès.

Le rapport est favorable à la révision.

Cette grosse affaire qui a fait plus pour diviser les Français que les lois sur les associations, sur la liberté de l'enseignement et sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, n'offre plus qu'un intérêt moindre aux passions du public.

Le rapport est une charge à fond de train contre les officiers accusateurs.

M. Cornély, ancien directeur du "Figaro" et correspondant du "New-York Herald", auquel nous empruntons beaucoup de nos "choses de France", conclut de ce rapport que la Cour de Cassation ne devrait pas livrer Dreyfus, pour une troisième fois à ses bourreaux. Elle devrait l'acquitter sans le renvoyer à la Cour Martiale.

* * *

La France a eu satisfaction du Maroc, enfin, pour l'assassinat d'un Français, mais elle dut se fendre d'une démonstration navale de tout un escadron méditerranéen. Avec de nouvelles intrigues de l'empereur allemand c'était une nouvelle conférence algésirienne.

* * *

A signaler l'élection du cardinal Mathieu à l'Académie française en remplacement d'un autre cardinal défunt, le cardinal Perraud. L'Académie des 40 Immortels n'entend pas encore se désintéresser du monde religieux et elle y sait reconnaître le mérite à côté des vertus cléricales. C'est vraiment une belle note qui vaut la peine d'être enregistrée par les catholiques.

Les membres libéraux se sont abstenus de voter, il est bien vrai et les autres au nombre de 26, ont fait l'élection. L'attitude des libéraux ne serait donc pas des plus magnanimes puisqu'ils ne pouvaient empêcher le choix du nouveau titulaire; mais leur abstention est déjà une marque de déférence dont il faut bien tenir compte dans ces temps où

l'on marchande les moindres actes de la plus rudimentaire justice à quiconque a le courage de la foi et des vertus chrétiennes.

En Autriche

Vienne qui ne nous a guère gâtés par les nouvelles alarmistes, vient de laisser entendre par la voie du "Morning Post" que l'entrevue du Tsar et du Kaiser pourrait bien être le préliminaire d'une coopération redoutable des forces militaires de l'Europe centrale. Qu'arriverait-il si Nicolas allait accepter le concours de l'Allemagne armée pour apaiser les révoltes et les mutineries intérieures de l'empire russe, qu'il ne peut maîtriser lui-même ?

Cette éventualité ouvre la porte à de nouveaux éléments dans la lutte à mort qui se poursuit entre la bureaucratie et les forces populaires de la Russie.

On se rappelle comment la Révolution française sut s'appuyer sur l'alliance des rois ligués contre elle, pour soulever les masses en France, faire courir tout le monde aux armes au nom de la patrie menacée, et en somme, battre les cinq ou six coalitions formées par l'étranger pour venger Louis XVI et restaurer les chefs de la contre-révolution.

Nous ne sommes pas à la veille, cependant, de voir cette répétition de l'histoire. Le peuple russe est plus froid, moins porté à s'emballer sur de simples appels au sentiment, que le peuple français. Et la Douma, restée indifférente aux sollicitations violentes de ses agitateurs, a donné un tout autre spectacle que les assemblées populaires qui ont suivi en France la réunion du Tiers-Etat en 1789.

En sorte que les prédictions du correspondant viennois nous semblent dépourvues de plausibilité, dans l'état actuel des choses, en Russie et en Allemagne.

En Russie

Ça et là les excès de la jacquerie révolutionnaire se reproduisent dans des circonstances uniformément ressemblantes.

C'est un sergent de ville qu'on tue à St Pétersbourg, sur, dit-on, la dénonciation d'un comité révolutionnaire; c'est le prince Mauveloff, grand propriétaire de terres et ancien officier des gardes, qu'on massacre, en haine de la propriété; ce sont les paysans du village de Krutniagorki, qui mettent à mort, sans autres formes de procès, deux hommes de la police rurale pour avoir tué une vache.

Toutes les caractéristiques de la Révolution, si bien nommée satanique par de Maistre, se retrouvent en Russie mais le peuple n'y est pas aussi impulsif, pas aussi impressionnable qu'en France où on s'enflamme sur un mot et tout semble repousser l'idée d'une catastrophe générale comme fut la Révolution française.

* * *

La Douma n'a pas, évidemment, le droit constitutionnel de demander la démission du ministère, mais il n'est pas moins évident que rien ne peut être fait en Russie, sans un complet accord entre le Parlement et le Tsar.

En votant non confiance dans le ministère, les représentants du peuple ont voulu démontrer que le Premier Goremykin n'est pas l'homme qu'il faut pour amener l'entente nécessaire. Le vieux pouvoir aristocratique va de plus en plus s'éloignant du nouveau pouvoir démocratique.

Si Nicolas II en arrivait à renvoyer son chef d'exécutif et à appeler à la tête du nouveau cabinet de Witte ou tout autre chef du parti démocrate constitutionnel qui a remporté les élections et possède la majorité à la Douma, on est porté à croire que le noeud gordien, si compliqué, serait tranché. Dans tous les cas, cette preuve de bon vouloir du côté impérial, ferait beaucoup pour assurer la coopération qui doit exister entre le Tsar et l'assemblée nationale qu'il a créée.

NEMO.

LE TEMPS PERDU

Si peu d'oeuvres pour tant de fatigue et d'ennui!
De stériles soucis notre journée est pleine :
Leur meuté sans pitié nous chasse à perdre haleine,
Nous pousse, nous dévore, et l'heure utile a fui...

"Demain! j'irai demain voir ce pauvre chez lui,
"Demain je reprendrai ce livre ouvert à peine,
"Demain je te dirai, mon âme, où je te mène,
"Demain je serai juste et fort... Pas aujourd'hui."

Aujourd'hui, que de soins, de pas et de visites!
Oh! l'implacable essaim des devoirs parasites
Qui pullulent autour de nos tasses de thé!

Ainsi chôment le coeur, la pensée et le livre,
Et, pendant qu'on se tue à différer de vivre,
Le vrai devoir, dans l'ombre, attend la volonté.

SULLY PRUDHOMME,
De l'Académie française.